

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 21/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETFORGE EXTRUSION SN

33 Avenue Berthelot
BP 16
42152 L'Horme

Références : UID4243-DSSP-023-0150
Code AIOT : 0006103358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement SETFORGE EXTRUSION SN implanté 33 Avenue Berthelot 42152 L'Horme. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une campagne régionale de contrôle des conditions de stockage des produits chimiques durant le mois de mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETFORGE EXTRUSION SN
- 33 Avenue Berthelot 42152 L'Horme
- Code AIOT : 0006103358
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'activité de SETFORGE EXTRUSION SN consiste en du forgeage à froid de pièces cylindriques principalement destinées à l'industrie automobile, agricole et des poids lourds. L'établissement est doté d'une chaîne de phosphatation destinée au traitement des pièces qui est classée à enregistrement au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des ICPE (Installation Classée Pour la Protection de l'Environnement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- étiquetage des produits chimiques ;
- mise en œuvre des fiches de données de sécurité ;
- rétention sous les récipients contenant des produits dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
« sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois / 2 mois
5	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Étanchéité des réservoirs et alarmes	Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois / 2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques (aire de dépotage)	Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20	/	Sans objet
8	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection visait notamment à s'assurer :

- du bon étiquetage des substances dangereuses ;
- du respect des dispositions des fiches de données de sécurité ;
- de la disponibilité et de l'étanchéité des rétentions des stockages fixes et des aires de chargement/déchargement ;
- de l'étanchéité des réservoirs et des alarmes associées.

Le bilan de l'inspection est positif dans l'ensemble. Les réactifs dangereux sont conditionnés en bidons ou fûts disposés sur des rétentions mobiles dédiées d'une capacité adaptée. Une ronde hebdomadaire de sécurité est effectuée et permet de vérifier l'absence d'anomalie sur les réservoirs et les rétentions. La chaîne de phosphatation ainsi que la station de traitement des eaux disposent également de rétentions. Un kit anti-pollution est également à disposition à proximité de la chaîne de phosphatation.

L'IIC (Inspection des installations classées) a toutefois relevé des écarts ou points de questionnement concernant la démonstration de la suffisance de la capacité des rétentions des réservoirs fixes, la compatibilité des produits associés à une même rétention et les modalités de contrôle de l'étanchéité des rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'IIC a constaté un étiquetage effectif des substances dangereuses dans le cadre de la visite des installations effectuée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a consulté par sondage des FDS (Fiches de données de sécurité) de produits dangereux mis en œuvre dans l'établissement : acide sulfurique 96% EN899, KEYKOTE 70MB, KEYKOTE 750A.</p> <p>Cet examen n'appelle pas de remarque particulière si ce n'est le format des FDS qui n'a pas été révisé en conformité avec le règlement n° 2020/878 du 18 juin 2020 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances. Ce règlement est applicable depuis le 1er janvier 2021 et prévoit que les FDS établies conformément au précédent règlement (UE) n° 2015/830 peuvent continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022. Ce format donne des informations complémentaires sur l'utilisation et les mesures de gestion à mettre en œuvre conformément à l'article 37 du règlement REACH.</p> <p>Observation n° 1 : L'IIC vous engage à solliciter auprès de vos fournisseurs une version révisée des FDS qui ne sont pas conformes au règlement n° 2020/878. Vous transmettez à l'IIC sous 3 mois les FDS mises à jour des produits susmentionnés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions générales</p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de</p>

<p>rétenction est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; – dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a constaté la présence effective de rétenction adaptée sous les récipients mobiles contenant des substances dangereuses.</p> <p>En revanche, concernant les réservoirs fixes, le dimensionnement des rétenctions associées n'a pas pu être justifié. Cela concerne la chaîne de phosphatation (cuves de traitement) et la zone de station d'eau.</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 1 (sous 2 mois) :</u> L'IIC vous demande de justifier la conformité de la capacité des rétenctions associées aux différents réservoirs fixes de produits dangereux (chaîne de phosphatation, station d'eau). Vous préciserez les rétenctions concernées ainsi que leur volume en regard de la quantité de substances polluantes pouvant y être entreposées.</p> <p>L'IIC a en outre observé la présence de traces au sol indiquant des fuites mineures ou égouttures provenant vraisemblablement de fuites des raccords de connexion entre les cuves de réactifs et les cuves de traitement de la chaîne de phosphatation. L'IIC rappelle que la manipulation de substances dangereuses doivent être effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération de fuites éventuelles.</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 2 (sous 1 mois) :</u> L'IIC vous demande de mettre en œuvre des dispositifs permettant de récupérer de façon adaptée les éventuelles fuites ou égouttures de substances dangereuses. Vous préciserez à l'IIC les actions menées et le dispositif retenu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Capacités de rétenction des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétenction des aires de chargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.Chargement et déchargement</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétenctions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'est pas concerné, les réactifs sont livrés dans des récipients mobiles puis disposés sur des rétenctions mobiles dédiées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Dispositions générales</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été indiqué aux inspecteurs qu'une ronde hebdomadaire de sécurité est effectuée et que cette dernière permet de vérifier par un contrôle visuel l'état global des réservoirs et des rétentions de substances dangereuses visibles.</p> <p>En revanche, la rétention sous la chaîne de phosphatation ne fait pas <i>a priori</i> l'objet d'une vérification périodique. Cette vérification pourrait être réalisée lors de phases d'arrêt de la chaîne de traitement.</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 3 (sous 2 mois) :</u> L'IIC vous demande de vérifier l'état de la rétention située sous la chaîne de phosphatation. Vous transmettez à l'IIC le compte rendu détaillé de cette visite et mettez en place un suivi périodique. Vous justifierez également qu'un suivi est en place pour les rétentions situées dans la zone de station des eaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Étanchéité des réservoirs et alarmes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des réservoirs et alarmes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Dispositions générales</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux</p>

n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'IIC que les réservoirs fixes sont munis d'une jauge de niveau (système de flotteur) qui fait l'objet d'une vérification périodique par le service en charge de la maintenance. <u>Demande d'action corrective n° 4 (sous 1 mois) :</u> L'IIC vous demande de transmettre le résultat du dernier contrôle des jauges de niveaux des réservoirs fixes de substances dangereuses. Vous préciserez à cette occasion la fréquence de ces contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Pour les récipients mobiles, l'IIC a constaté que pour la majorité des cas une rétention est associée à un réservoir de type GRV (Grand récipient vrac). Globalement, il n'y a donc pas de problème d'incompatibilité. L'IIC a toutefois constaté au niveau de la zone de découpe des cylindres en lopins la présence de bidons étiquetés dangereux associés à la même rétention que l'huile hydraulique. Il est possible que ces bidons aient eux-mêmes été réutilisés pour mettre de l'huile. <u>Demande d'action corrective n° 5 (sans délai) :</u> L'IIC vous demande d'assurer que seules des huiles sont stockées sur la rétention dédiée à cet effet et qu'elles sont stockées dans des réservoirs correctement étiquetés. L'IIC a également constaté au niveau des GRV d'acide sulfurique et de produit phosphaté raccordés à la chaîne de phosphatation une étiquette indiquant un emplacement pour un bidon d'eau, qui n'est <i>a priori</i> pas compatible avec ces substances dangereuses. <u>Demande d'action corrective n° 6 (sans délai) :</u> L'IIC vous demande de ne pas associer aux rétentions des GRV d'acide sulfurique ou de produit phosphaté de produit incompatible. Vous préciserez à l'IIC les actions menées en ce sens. Concernant les réactifs entreposés dans la zone de station des eaux dans 4 GRV, l'IIC n'a pas pu statuer sur la séparation des rétentions entre produits éventuellement incompatibles (zone

difficile d'accès).

Demande d'action corrective n° 7 (1 mois) : L'IIC vous demande de justifier que les rétentions des GRV stockés dans la zone de station des eaux ne sont effectivement pas associées à des produits incompatibles. Vous préciserez le résultat de la vérification réalisée et les actions correctives menées le cas échéant.

Enfin, concernant la rétention sous la chaîne de phosphatation, celle-ci paraît associée à l'ensemble des bains de traitement, dont certains paraissent *a priori* incompatibles (bains acides et basiques).

Demande d'action corrective n° 8 (2 mois) : L'IIC vous demande de justifier que les produits associés à la rétention de la chaîne de phosphatation ne présentent pas d'incompatibilité susceptibles de générer un risque (ex : réaction exothermique susceptible de conduire à une dégradation de la rétention ou des équipements, voire d'effets connexes de type incendie...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2019, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none">– les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;– la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;– les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ;– les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;– les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;– les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;– les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;– les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ;– les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;– la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;– l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.
Constats : L'IIC a constaté la présence d'un kit anti-pollution à disposition du personnel à proximité directe de la chaîne de phosphatation. Une consigne "Instruction environnement ENV 001 – Rev 0 – Maîtrise des fuites de liquides spéciaux à un kit d'intervention est à disposition en cas de déversement accidentel" a également été établi par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet